

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/202831]

## Extrait de l'arrêt n° 66/2016 du 11 mai 2016

Numéro du rôle : 6213

*En cause* : le recours en annulation de l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et de l'article 5 du décret de la Communauté française du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, introduit par Carlo de Pascale et Véronique de Thier, agissant en qualité de parents et représentants légaux de Giulia et Elena de Pascale.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, T. Merckx-Van Goey, F. Daouï et T. Giet, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 mai 2015 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juin 2015, Carlo de Pascale et Véronique de Thier, agissant en qualité de parents et représentants légaux de Giulia et Elena de Pascale, assistés et représentés par Me E. Demartin, avocat au barreau de Bruxelles, ont, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 34/2015 du 12 mars 2015 (publié au *Moniteur belge* du 7 mai 2015), introduit un recours en annulation de l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et de l'article 5 du décret de la Communauté française du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. Par son arrêt n° 34/2015, du 12 mars 2015, en réponse à la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat par son arrêt n° 226.627 du 6 mai 2014, en cause des parties requérantes dans le présent recours en annulation agissant en qualité de représentants de leur fille mineure, contre la ville de Bruxelles et la Communauté française, la Cour a dit pour droit :

« Interprétés comme n'impliquant pas le droit pour un parent d'obtenir sur simple demande, non autrement motivée, une dispense pour son enfant de suivre l'enseignement d'une des religions reconnues ou celui de la morale non confessionnelle, l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et l'article 5 du décret de la Communauté française du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté violent l'article 24 de la Constitution, combiné avec l'article 19 de la Constitution et avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme ».

B.1.2. Les parties requérantes, qui fondent leur recours en annulation sur l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, demandent l'annulation des dispositions déclarées inconstitutionnelles par cet arrêt.

B.1.3. L'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, dans sa version applicable au litige qui a donné lieu à l'arrêt précité du Conseil d'Etat, disposait :

« Dans les établissements officiels ainsi que dans les établissements pluralistes d'enseignement primaire et secondaire de plein exercice, l'horaire hebdomadaire comprend deux heures de religion et deux heures de morale.

Dans les établissements libres subventionnés se réclamant d'un caractère confessionnel, l'horaire hebdomadaire comprend deux heures de la religion correspondant au caractère de l'enseignement.

Par enseignement de la religion, il faut entendre l'enseignement de la religion (catholique, protestante, israélite, islamique ou orthodoxe) et de la morale inspirée par cette religion. Par enseignement de la morale, il faut entendre l'enseignement de la morale non confessionnelle.

Le chef de famille, le tuteur ou la personne à qui est confiée la garde de l'enfant est tenu, lors de la première inscription d'un enfant, de choisir pour celui-ci, par déclaration signée, le cours de religion ou le cours de morale.

Si le choix porte sur le cours de religion, cette déclaration indiquera explicitement la religion choisie.

Le modèle de la déclaration relative au choix de la religion ou de la morale est arrêté par le Roi. Cette déclaration mentionne expressément

a) la liberté entière que la loi laisse au chef de famille;

b) l'interdiction formelle d'exercer sur lui une pression quelconque à cet égard et les sanctions disciplinaires dont cette interdiction est assortie;

c) la faculté laissée au chef de famille de disposer d'un délai de trois jours francs pour restituer la déclaration dûment signée.

Il est loisible à l'auteur de cette dernière de modifier son choix au début de chaque année scolaire ».

B.1.4. L'article 5 du décret du 31 mars 1994 précité, dans sa version applicable au litige précité, disposait :

« Les titulaires des cours de religions reconnues et de morale inspirée par ces religions, ainsi que les titulaires des cours de morale inspirée par l'esprit de libre examen, s'abstiennent de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles.

Les cours visés à l'alinéa précédent, là où ils sont légalement organisés, le sont sur un pied d'égalité. Ils sont offerts au libre choix des parents ou des étudiants. Leur fréquentation est obligatoire ».

B.2. Ces dispositions ont été modifiées par le décret du 14 juillet 2015 « instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française » et par le décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté.

Ces décrets n'ayant pas d'effet rétroactif avant le 1<sup>er</sup> septembre 2015, le recours n'a pas perdu son objet.

B.3.1. En vertu de l'article 24, § 3, de la Constitution, chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. Parmi ces droits fondamentaux figure le droit des parents, garanti notamment par l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, de faire assurer l'enseignement dispensé par les pouvoirs publics à leurs enfants dans le respect de leurs convictions religieuses et philosophiques.

B.3.2. Selon la Cour européenne des droits de l'homme, « l'article 2 du Protocole n° 1 ne permet pas de distinguer entre l'instruction religieuse et les autres disciplines. C'est dans l'ensemble du programme de l'enseignement public qu'il prescrit à l'Etat de respecter les convictions, tant religieuses que philosophiques, des parents » (CEDH, grande chambre, 29 juin 2007, *Folgero et autres c. Norvège*, § 84; 9 octobre 2007, *Hasan et Eylem Zengin c. Turquie*, § 48).

Au sujet des programmes, la Cour européenne indique :

« La définition et l'aménagement du programme des études relèvent en principe de la compétence des Etats contractants. Il s'agit, dans une large mesure, d'un problème d'opportunité sur lequel la Cour n'a pas à se prononcer et dont la solution peut légitimement varier selon les pays et les époques. En particulier, la seconde phrase de l'article 2 du Protocole n° 1 n'empêche pas les Etats de répandre par l'enseignement ou l'éducation des informations ou connaissances ayant, directement ou non, un caractère religieux ou philosophique. Elle n'autorise pas même les parents à s'opposer à l'intégration de pareil enseignement ou éducation dans le programme scolaire, sans quoi tout enseignement institutionnalisé courrait le risque de se révéler impraticable.

La seconde phrase de l'article 2 du Protocole n° 1 implique en revanche que l'Etat, en s'acquittant des fonctions assumées par lui en matière d'éducation et d'enseignement, veille à ce que les informations ou connaissances figurant au programme soient diffusées de manière objective, critique et pluraliste. Elle lui interdit de poursuivre un but d'endoctrinement qui puisse être considéré comme ne respectant pas les convictions religieuses et philosophiques des parents. Là se place la limite à ne pas dépasser » (CEDH, grande chambre, 29 juin 2007, *Folgero et autres c. Norvège*, § 84; 9 octobre 2007, *Hasan et Eylem Zengin c. Turquie*, § 51-52).

B.3.3. La Cour européenne précise encore que la seconde phrase de l'article 2 du Premier Protocole additionnel donne aux parents « le droit d'exiger de l'Etat le respect de leurs convictions religieuses et philosophiques dans l'enseignement du fait religieux » et en conclut que « dès lors qu'un Etat contractant intègre l'enseignement du fait religieux dans les matières des programmes d'étude, il faut alors, autant que faire se peut, éviter que les élèves ne se retrouvent face à des conflits entre l'éducation religieuse donnée par l'école et les convictions religieuses ou philosophiques de leurs parents » (CEDH, 9 octobre 2007, *Hasan et Eylem Zengin c. Turquie*, § 71; 16 septembre 2014, *Mansur Yalçın et autres c. Turquie*, § 72).

B.4.1. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner concrètement le contenu du cours de morale non confessionnelle dispensé dans les établissements de l'enseignement officiel subventionné ou organisé par la Communauté française, il s'impose de relever que l'évolution du cours de morale non confessionnelle est à mettre en parallèle avec la révision, le 5 mai 1993, de l'article 117 (actuellement 181) de la Constitution, consacrant la reconnaissance constitutionnelle des « organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle » et mettant « sur un pied d'égalité les délégués de la communauté philosophique non confessionnelle et ceux des diverses communautés religieuses » (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1991-1992, n° 100-3/1°, p. 3).

B.4.2. En outre, les titulaires des cours de religion et les titulaires du cours de morale sont, en ce qui concerne leurs obligations relatives à la neutralité de l'enseignement communautaire ou de l'enseignement officiel subventionné, soumis aux mêmes dispositions décrétales, dispositions qui s'écartent en revanche des obligations imposées à cet égard aux enseignants titulaires de toutes les autres disciplines.

En effet, alors que ces derniers doivent notamment « [traiter] les questions qui touchent la vie intérieure, les croyances, les convictions politiques ou philosophiques [et] les options religieuses de l'homme, en des termes qui ne peuvent froisser les opinions et les sentiments d'aucun des élèves » et « [refuser] de témoigner en faveur d'un système philosophique ou politique quel qu'il soit » (article 4 du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté et article 5 du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement), la seule obligation s'imposant aux titulaires des cours de religion et de morale est de s'abstenir de « dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles » (article 5 du décret du 31 mars 1994 et article 6 du décret du 17 décembre 2003).

B.4.3. Par ailleurs, le cours de morale n'est pas intitulé dans l'article 5 attaqué du décret du 31 mars 1994, « cours de morale non confessionnelle », mais bien « cours de morale inspirée par l'esprit de libre examen ».

Les développements de la proposition de décret à l'origine du décret du 31 mars 1994 indiquent :

« Nous reprenons à la loi du 29 mai 1959 le nécessaire prolongement moral du cours de religion. Conformément à l'évolution du cours de morale non confessionnelle et au vœu de ses promoteurs, il est clairement indiqué que ce cours est inspiré par l'esprit de libre examen. Selon les auteurs, l'expression ' morale non confessionnelle ' constitue une définition en creux; elle revient à définir le cours par rapport à ce qu'il n'est pas. L'expression ' morale inspirée par l'esprit de libre examen ' implique une vision positive » (*Doc. parl.*, Conseil de la Communauté française, 1993-1994, n° 143/1, p. 7).

B.4.4. Il découle de ce qui précède que le législateur décretaal permet que le cours de morale non confessionnelle, qu'en vertu de l'article 24 de la Constitution, les pouvoirs publics organisant un enseignement sont tenus d'offrir au choix des parents et des élèves, soit un cours engagé et qu'il autorise le titulaire de ce cours à témoigner en faveur d'un système philosophique déterminé.

B.4.5. Il s'ensuit que le cadre décretaal tel qu'il existe actuellement en Communauté française, défini par les dispositions attaquées, ne garantit pas que les cours de religion et de morale non confessionnelle offerts au choix des parents, tels qu'ils sont régis par les dispositions pertinentes, diffusent des informations ou connaissances de manière à la fois « objective, critique et pluraliste » conformément à la jurisprudence précitée de la Cour européenne des droits de l'homme.

B.5.1. Dans cette situation, il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme précitée que, pour que soit assuré le droit des parents à ce que leurs enfants ne soient pas confrontés à des conflits entre l'éducation religieuse ou morale donnée par l'école et les convictions religieuses ou philosophiques des parents, les élèves doivent pouvoir être dispensés de l'assistance au cours de religion ou de morale.

B.5.2. En outre, afin de protéger leur droit à ne pas divulguer leurs convictions religieuses ou philosophiques, qui relèvent avant tout du for intérieur de chacun (CEDH, 9 octobre 2007, *Hasan et Eylem Zengin c. Turquie*, § 73), la démarche à accomplir en vue d'obtenir cette dispense ne pourrait imposer aux parents de motiver leur demande de dispense et de dévoiler ainsi leurs convictions religieuses ou philosophiques (CEDH, 9 octobre 2007, *Hasan et Eylem Zengin c. Turquie*, § 76; 16 septembre 2014, *Mansur Yalçın et autres c. Turquie*, § 76-77).

B.6.1. Le moyen est fondé. Il convient d'annuler les dispositions attaquées, en ce qu'elles n'impliquent pas le droit pour un parent d'obtenir sur simple demande, non autrement motivée, une dispense pour son enfant de suivre l'enseignement d'une des religions reconnues ou celui de la morale non confessionnelle.

B.6.2. Afin d'éviter de créer une insécurité juridique, notamment en ce qui concerne les diplômes qui ont été délivrés par les établissements de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française, il s'impose de maintenir définitivement les effets produits par les dispositions annulées jusqu'à l'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française.

Par ces motifs,  
la Cour

- annule l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et l'article 5 du décret de la Communauté française du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, dans leur version applicable avant l'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 2015, en ce qu'ils n'impliquent pas le droit pour un parent d'obtenir sur simple demande, non autrement motivée, une dispense pour son enfant de suivre l'enseignement d'une des religions reconnues ou celui de la morale non confessionnelle;

- maintient définitivement les effets produits par les dispositions annulées jusqu'à l'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 2015 « instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 11 mai 2016.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux

Le président,  
J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2016/202831]

### Uittreksel uit arrest nr. 66/2016 van 11 mei 2016

Rolnummer : 6213

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en van artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, ingesteld door Carlo de Pascale en Véronique de Thier, handelend in hoedanigheid van ouders en wettelijke vertegenwoordigers van Giulia en Elena de Pascale.

Het Grondwettelijk Hof,  
samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût en T. Giet, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 mei 2015 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juni 2015, hebben Carlo de Pascale en Véronique de Thier, handelend in hun hoedanigheid van ouders en wettelijke vertegenwoordigers van Giulia en Elena de Pascale, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Demartin, advocaat bij de balie te Brussel, ingevolge het arrest van het Hof nr. 34/2015 van 12 maart 2015 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 mei 2015), beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en van artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. Bij zijn arrest nr. 34/2015 van 12 maart 2015, in antwoord op de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State bij zijn arrest nr. 226.627 van 6 maart 2014 inzake de verzoekende partijen in het onderhavige beroep tot vernietiging, handelend in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van hun minderjarige dochter, tegen de stad Brussel en de Franse Gemeenschap, heeft het Hof voor recht gezegd :

« In die zin geïnterpreteerd dat zij voor een ouder niet het recht inhouden om op eenvoudig, niet anders gemotiveerd verzoek voor zijn kind een vrijstelling te verkrijgen om het onderricht in een van de erkende godsdiensten of dat in de niet-confessionele zedenleer te volgen, schenden artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, artikel 24 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 19 van de Grondwet en met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens ».

B.1.2. De verzoekende partijen, die hun beroep tot vernietiging op artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof steunen, vorderen de vernietiging van de bepalingen die bij dat arrest ongrondwettig zijn verklaard.

B.1.3. Artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959, in de versie ervan die van toepassing was op het geschil dat aanleiding heeft gegeven tot het voormelde arrest van de Raad van State, bepaalde :

« In de officiële inrichtingen alsmede in de pluralistische inrichtingen voor lager en secundair onderwijs met volledig leerplan, omvat de lesrooster per week twee uren godsdienst en twee uren zedenleer.

In de gesubsidieerde vrije inrichtingen die zichzelf van het confessionele type noemen, omvat het wekelijks lesrooster twee uur godsdienst die met het type van de inrichting overeenstemt.

Onder godsdienstonderricht wordt verstaan het onderricht in de katholieke, protestantse, israëlitische, islamitische of orthodoxe godsdienst en in de op die godsdienst berustende zedenleer. Onder onderricht in de zedenleer wordt verstaan het onderricht in de niet-confessionele zedenleer.

Bij de eerste inschrijving van het kind is het gezinshoofd, de voogd of degene aan wiens hoede het kind is toevertrouwd, gehouden bij ondertekende verklaring voor het kind de cursus in de godsdienst of de cursus in de zedenleer te kiezen.

Zo de keuze op de cursus in de godsdienst valt, wordt de gekozen godsdienst uitdrukkelijk in die verklaring vermeld.

Het model van de verklaring betreffende de keuze tussen godsdienst of zedenleer wordt door de Koning vastgesteld. Deze verklaring vermeldt uitdrukkelijk :

- a) Dat het gezinshoofd door de wet geheel vrij wordt gelaten;
- b) Dat het streng verboden is in dit opzicht enige drukking op hem uit te oefenen en welke tuchtmaatregelen met dat verbod gepaard gaan;
- c) Dat het gezinshoofd over een termijn van drie vrije dagen beschikt om de behoorlijk ondertekende verklaring terug te geven.

Degene die de verklaring aflegt kan bij het begin van elk schooljaar zijn keuze wijzigen ».

B.1.4. Artikel 5 van het voormelde decreet van 31 maart 1994, in de versie ervan die van toepassing was op het voormelde geschil, bepaalde :

« De titularissen van de cursussen over erkende godsdiensten [...] en de titularissen van de cursussen zedenleer geïnspireerd door het vrij onderzoek vermijden, de in parallelle cursussen uiteengezette standpunten te hekelen.

Waar de in vorig lid bedoelde cursussen wettelijk georganiseerd worden, staan ze op een voet van gelijkheid. Ze worden de vrije keus van de ouders of studenten aangeboden. Het bezoeken ervan is verplicht ».

B.2. Die bepalingen werden gewijzigd bij het decreet van 14 juli 2015 « waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld » en bij het decreet van 22 oktober 2015 « betreffende de organisatie van een cursus filosofie en burgerzin en een opvoeding tot filosofie en burgerzin ».

Aangezien die decreten geen terugwerkende kracht hebben vóór 1 september 2015, is het beroep niet zonder voorwerp geworden.

B.3.1. Krachtens artikel 24, § 3, van de Grondwet heeft ieder recht op onderwijs met inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden. Tot die fundamentele rechten behoort het recht van de ouders, met name gewaarborgd bij artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, dat het door de overheid aan hun kinderen verstrekte onderwijs wordt verzekerd met naleving van hun godsdienstige en filosofische overtuigingen.

B.3.2. Volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens « maakt artikel 2 van het Eerste Protocol het niet mogelijk een onderscheid te maken tussen het godsdienstige onderricht en de andere disciplines. Het is in het volledige programma van het openbaar onderwijs dat het de Staat voorschrijft de zowel godsdienstige als filosofische overtuigingen van de ouders in acht te nemen » (EHRM, grote kamer, 29 juni 2007, *Folgero en anderen t. Noorwegen*, § 84; 9 oktober 2007, *Hasan en Eylem Zengin t. Turkije*, § 48).

In verband met de programma's wijst dat Europees Hof erop :

« De definitie en de inrichting van het studieprogramma vallen in beginsel onder de bevoegdheid van de Verdragsluitende Staten. Het betreft in grote mate een opportuniteitsprobleem waarover het Hof zich niet moet uitspreken en waarvan de oplossing op gewettigde wijze kan variëren naar gelang van het land en het tijdperk. In het bijzonder belet de tweede zin van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol de Staten niet om via het onderwijs of de opvoeding informatie of kennis met een al dan niet rechtstreeks godsdienstig of filosofisch karakter te verspreiden. Zij staat zelfs de ouders niet toe zich te verzetten tegen de opname van een dergelijk onderwijs of een dergelijke opvoeding in het schoolprogramma, zo niet zou elk geïnstitutionaliseerd onderwijs mogelijk onwerkzaam blijken.

De tweede zin van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol impliceert daarentegen dat de Staat, door zijn functies op het gebied van opvoeding en onderwijs uit te voeren, erover waakt dat de informatie of kennis die in het programma zijn opgenomen, op objectieve, kritische en pluralistische wijze worden verstrekt. Hij verbiedt de Staat een doel van indoctrinatie na te streven dat kan worden geacht de godsdienstige en filosofische overtuigingen van de ouders niet in acht te nemen. Dat is de grens die niet mag worden overschreden » (EHRM, grote kamer, 29 juni 2007, *Folgero en anderen t. Noorwegen*, § 84; 9 oktober 2007, *Hasan en Eylem Zengin t. Turkije*, § 51-52).

B.3.3. Het Europees Hof preciseert voorts dat de tweede zin van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol de ouders « het recht verleent om van de Staat te eisen dat het onderricht in de godsdienst hun godsdienstige en filosofische overtuigingen in acht neemt » en besluit dat « wanneer een Verdragsluitende Staat het onderricht in de godsdienst opneemt in de materies van de studieprogramma's, dan zoveel mogelijk dient te worden vermeden dat de leerlingen worden geconfronteerd met conflicten tussen de godsdienstige opvoeding die door de school wordt verstrekt en de godsdienstige of filosofische overtuigingen van hun ouders » (EHRM, 9 oktober 2007, *Hasan en Eylem Zengin t. Turkije*, § 71; 16 september 2014, *Mansur Yalçın en anderen t. Turkije*, § 72).

B.4.1. Zonder dat het nodig is de inhoud van de in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officiële onderwijsinstellingen verstrekte cursus niet-confessionele zedenleer concreet te onderzoeken, dient te worden opgemerkt dat de ontwikkeling van de cursus niet-confessionele zedenleer bovendien moet worden geplaatst in de context van de herziening, op 5 mei 1993, van artikel 117 (thans artikel 181) van de Grondwet, waarin de grondwettelijke erkenning van de « door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing » is verankerd en dat « de afgevaardigden van de niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschap en van de diverse gelovige gemeenschappen op voet van gelijkheid » plaatst (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 100-3/1<sup>o</sup>, p. 3).

B.4.2. De titularissen van de cursussen godsdienst en de titularissen van de cursus zedenleer zijn bovendien, wat betreft hun verplichtingen inzake de neutraliteit van het gemeenschapsonderwijs of van het gesubsidieerd officieel onderwijs, onderworpen aan dezelfde decretale bepalingen, bepalingen die daarentegen afwijken van de verplichtingen die in dat opzicht zijn opgelegd aan de leerkrachten-titularissen van alle andere disciplines.

Immers, terwijl die laatstgenoemden met name « de kwesties [moeten behandelen] in verband met het innerlijk leven, het geloof, de politieke of wijsgerige overtuigingen [en] de godsdienstige opties van de mens, in bewoordingen die de gedachten en gevoelens van geen enkele leerling kunnen kwetsen » en moeten weigeren « te getuigen voor een wijsgerig of politiek stelsel » (artikel 4 van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs en artikel 5 van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs), bestaat de enige verplichting die geldt voor de titularissen van de cursussen godsdienst en zedenleer erin te vermijden « de in parallelle cursussen uiteengezette standpunten te hekelen » (artikel 5 van het decreet van 31 maart 1994 en artikel 6 van het decreet van 17 december 2003).

B.4.3. In het bestreden artikel 5 van het decreet van 31 maart 1994 wordt de cursus zedenleer overigens niet « cursus niet-confessionele zedenleer » genoemd, maar wel « cursus zedenleer geïnspireerd door het vrij onderzoek ».

In de parlementaire voorbereiding van het voorstel van een decreet, dat aan de oorsprong ligt van het decreet van 31 maart 1994, wordt erop gewezen :

« In de wet van 29 mei 1959 nemen wij de noodzakelijke zedelijke voortzetting van de cursus godsdienst over. Overeenkomstig de ontwikkeling van de cursus niet-confessionele zedenleer en naar de wens van de voorstanders ervan wordt duidelijk aangegeven dat die cursus is geïnspireerd door het vrij onderzoek. Volgens de auteurs vormt de uitdrukking 'niet-confessionele zedenleer' een holle definitie; zij komt erop neer de cursus te definiëren ten opzichte van wat hij niet is. De uitdrukking 'zedenleer geïnspireerd door het vrij onderzoek' impliceert een positieve visie » (*Parl. St.*, Raad van de Franse Gemeenschap, 1993-1994, nr. 143/1, p. 7).

B.4.4. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de decreetgever het mogelijk maakt dat de cursus niet-confessionele zedenleer, die de overheid die onderwijs inricht krachtens artikel 24 van de Grondwet aan de keuze van de ouders en de leerlingen moet aanbieden, een geëngageerde cursus is en dat hij de titularis van die cursus toestaat te getuigen voor een bepaald filosofisch stelsel.

B.4.5. Hieruit vloeit voort dat het bij de bestreden bepalingen vastgestelde decretale kader, zoals het thans in de Franse Gemeenschap bestaat, niet waarborgt dat de cursussen godsdienst of de cursus niet-confessionele zedenleer die ter keuze aan de ouders worden aangeboden, zoals zij bij de relevante bepalingen zijn geregeld, informatie of kennis verspreiden op tegelijk « objectieve, kritische en pluralistische » wijze overeenkomstig de voormelde rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.

B.5.1. In die situatie vloeit uit de voormelde rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens voort dat, opdat het recht van de ouders zou worden verzekerd dat hun kinderen niet worden geconfronteerd met conflicten tussen de door de school verstrekte godsdienstige of zedelijke opvoeding en de godsdienstige of filosofische overtuigingen van de ouders, de leerlingen ervan moeten kunnen worden vrijgesteld de cursus godsdienst of zedenleer te volgen.

B.5.2. Bovendien, teneinde hun recht te beschermen om hun godsdienstige of filosofische overtuiging niet kenbaar te maken, overtuiging die voor alles valt onder het meest innerlijke van eenieder (EHRM, 9 oktober 2007, *Hasan en Eylem Zengin t. Turkije*, § 73), zouden de stappen die moeten worden gezet om die vrijstelling te verkrijgen, de ouders niet ertoe mogen verplichten hun verzoek om vrijstelling te motiveren en aldus hun godsdienstige of filosofische overtuigingen kenbaar te maken (EHRM, 9 oktober 2007, *Hasan en Eylem Zengin t. Turkije*, § 76; 16 september 2014, *Mansur Yalçın en anderen t. Turkije*, § 76-77).

B.6.1. Het middel is gegrond. De bestreden bepalingen moeten worden vernietigd, in zoverre zij voor een ouder niet het recht inhouden om op eenvoudig, niet anders gemotiveerd verzoek voor zijn kind een vrijstelling te verkrijgen om het onderricht in een van de erkende godsdiensten of dat in de niet-confessionele zedenleer te volgen.

B.6.2. Teneinde te vermijden dat rechtsonzekerheid wordt gecreëerd, met name met betrekking tot de diploma's die door de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officiële onderwijsinstellingen zijn uitgereikt, dienen de gevolgen die de vernietigde bepalingen met zich mee hebben gebracht tot de inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 2015 « waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld », definitief te worden gehandhaafd.

Om die redenen,  
het Hof

- vernietigt artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, in de versie zoals van toepassing vóór de inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 2015, in zoverre zij voor een ouder niet het recht inhouden om op eenvoudig, niet anders gemotiveerd verzoek voor zijn kind een vrijstelling te verkrijgen om het onderricht in een van de erkende godsdiensten of dat in de niet-confessionele zedenleer te volgen;

- handhaaft definitief de gevolgen die de vernietigde bepalingen met zich mee hebben gebracht tot de inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 2015 « waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 11 mei 2016.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/202831]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 66/2016 vom 11. Mai 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6213

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen und Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 1994 zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts, erhoben von Carlo de Pascale und Véronique de Thier, handelnd in ihrer Eigenschaft als Eltern und gesetzliche Vertreter von Giulia und Elena de Pascale.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût und T. Giet, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. Mai 2015 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juni 2015 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Carlo de Pascale und Véronique de Thier, handelnd in ihrer Eigenschaft als Eltern und gesetzliche Vertreter von Giulia und Elena de Pascale, unterstützt und

vertreten durch RÄin E. Demartin, in Brüssel zugelassen, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 34/2015 vom 12. März 2015 (veröffentlicht in Belgischen Staatsblatt vom 7. Mai 2015) Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen und Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 1994 zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1.1. In seinem Entscheid Nr. 34/2015 vom 12. März 2015, der in Beantwortung einer Vorabentscheidungsfrage ergangen ist, die vom Staatsrat in dessen Entscheid Nr. 226.627 vom 6. März 2014 in Sachen der in der vorliegenden Nichtigkeitsklage klagenden Parteien, handelnd in ihrer Eigenschaft als gesetzliche Vertreter ihrer minderjährigen Tochter, gestellt worden war, für Recht erkannt:

«Dahin ausgelegt, dass sie nicht das Recht für die Eltern beinhalten, auf einfachen, nicht weiter begründeten Antrag für ihre Kinder eine Befreiung von der Teilnahme am Unterricht in einer der anerkannten Religionen oder in nichtkonfessioneller Sittenlehre zu erhalten, verstoßen Artikel 8 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen und Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 1994 zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts gegen Artikel 24 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 19 der Verfassung und mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention».

B.1.2. Die klagenden Parteien, die ihre Nichtigkeitsklage auf Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof gründen, beantragen die Nichtigerklärung der in diesem Entscheid für verfassungswidrig erklärten Bestimmungen.

B.1.3. Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 29. Mai 1959 bestimmte in der Fassung, die auf den Streitfall, der zum vorerwähnten Entscheid des Staatsrates Anlass gegeben hat, anwendbar war:

«In den offiziellen Einrichtungen sowie in den pluralistischen Einrichtungen für Vollzeitprimar- und Sekundarunterricht umfasst der wöchentliche Stundenplan zwei Stunden Religionsunterricht und zwei Stunden Unterricht in Sittenlehre.

Im den subventionierten freien Einrichtungen, die sich selbst als konfessionell bezeichnen, umfasst der wöchentliche Stundenplan zwei Stunden Unterricht in der Religion, die der Art der Einrichtung entspricht.

Unter Religionsunterricht ist der Unterricht der Religion (katholische, protestantische, jüdische, islamische oder orthodoxe) und der durch die Religion inspirierten Sittenlehre zu verstehen. Unter Unterricht in Sittenlehre ist der Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre zu verstehen.

Das Familienoberhaupt, der Vormund oder die Person, der das Sorgerecht über das Kind anvertraut wurde, ist bei der ersten Einschreibung eines Kindes verpflichtet, für dieses anhand einer unterschriebenen Erklärung den Religionsunterricht oder den Unterricht in Sittenlehre zu wählen.

Wird der Religionsunterricht gewählt, so ist in dieser Erklärung ausdrücklich die gewählte Religion anzugeben.

Das Muster der Erklärung über die Wahl der Religion oder der Sittenlehre wird durch den König festgelegt. In dieser Erklärung werden ausdrücklich angegeben:

- a) die vollständige Freiheit, die dem Familienoberhaupt durch das Gesetz überlassen wird;
- b) das formelle Verbot, auf ihn irgendeinen Druck diesbezüglich auszuüben, und die mit diesem Verbot einhergehenden Disziplinarmaßnahmen;
- c) die Möglichkeit für das Familienoberhaupt, über eine Frist von drei vollen Tagen zu verfügen, um die ordnungsmäßig unterschriebene Erklärung zurückzugeben.

Die Person, die diese Erklärung abgibt, kann ihre Wahl zu Beginn eines jeden Schuljahres ändern».

B.1.4. Artikel 5 des vorerwähnten Dekrets vom 31. März 1994 bestimmte in der Fassung, die auf den vorerwähnten Streitfall anwendbar war:

«Die Lehrkräfte des Unterrichts in anerkannten Religionen sowie die Lehrkräfte des Unterrichts in Sittenlehre, die durch die freie Forschung inspiriert ist, verzichten darauf, die in den Parallelunterricht dargelegten Standpunkte herabzuwürdigen.

Die Unterrichte im Sinne des vorigen Absatzes werden, sofern sie gesetzlich organisiert werden, auf gleichen Fuß abgehalten. Sie werden nach freier Wahl der Eltern oder Schüler angeboten. Ihr Besuch ist Pflicht».

B.2. Diese Bestimmungen wurden abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 2015 zur Einführung einer Befreiungsregelung für die Unterrichte in Religion und nichtkonfessioneller Sittenlehre in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen und in dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten offiziellen Unterrichtswesen sowie durch das Dekret vom 22. Oktober 2015 über die Organisation eines Unterrichts in und einer Erziehung zu Philosophie und staatsbürgerlicher Gesinnung.

Da diese Dekrete nicht auf die Zeit vor dem 1. September 2015 zurückwirken, ist die Klage nicht gegenstandslos geworden.

B.3.1. Aufgrund von Artikel 24 § 3 der Verfassung hat jeder ein Recht auf Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte. Zu diesen Grundrechten gehört das Recht der Eltern, das insbesondere durch Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, ihren Kindern den durch die öffentliche Hand angebotenen Unterricht gewährleisten zu lassen unter Achtung ihrer religiösen und weltanschaulichen Überzeugungen.

B.3.2. Dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte zufolge «ermöglicht Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls es nicht, zwischen dem Religionsunterricht und den anderen Fachrichtungen zu unterscheiden. Er schreibt es dem Staat im vollständigen Lehrprogramm des öffentlichen Unterrichts vor, sowohl die religiösen als auch die weltanschaulichen Überzeugungen der Eltern zu achten» (EuGHMR, Große Kammer, 29. Juni 2007, *Folgero und andere gegen Norwegen*, § 84; 9. Oktober 2007, *Hasan und Eylem Zengin gegen Türkei*, § 48).

Bezüglich der Programme hat der Europäische Gerichtshof angeführt:

«Die Definition und die Einrichtung des Lehrprogramms sind jedoch grundsätzlich Sache der Vertragsstaaten. Es betrifft im großen Maße ein Opportunitätsproblem, über das sich der Gerichtshof nicht äußern muss und dessen Lösung rechtmäßig unterschiedlich sein kann je nach Land und Zeitraum. Artikel 2 zweiter Satz des ersten Zusatzprotokolls hindert die Staaten nicht daran, durch den Unterricht oder die Erziehung Informationen oder Kenntnisse zu vermitteln, die direkt oder indirekt eine religiöse oder weltanschauliche Beschaffenheit aufweisen. Er erlaubt es selbst den Eltern nicht, sich gegen die Aufnahme eines solchen Unterrichts oder einer solchen Erziehung im Lehrprogramm der Schule zu widersetzen, da ansonsten jeder institutionalisierte Unterricht Gefahr liefe, praktisch undurchführbar zu werden.

Auf der anderen Seite verpflichtet Artikel 2 zweiter Satz des ersten Zusatzprotokolls den Staat dazu, bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben auf dem Gebiet der Erziehung und des Unterrichts dafür zu sorgen, dass die im Lehrprogramm enthaltenen Informationen und Kenntnisse in einer objektiven, kritischen und pluralistischen Weise vermittelt werden. Dem Staat ist es untersagt, eine Indoktrinierungsabsicht zu verfolgen, die als Nichtbeachtung der religiösen und weltanschaulichen Überzeugungen der Eltern angesehen werden könnte. Hier liegt die Grenze, die nicht überschritten werden darf» (EuGHMR, Große Kammer, 29. Juni 2007, *Folgero und andere* gegen Norwegen, § 84; 9. Oktober 2007, *Hasan und Eylem Zengin* gegen Türkei, § § 51-52).

B.3.3. Der Europäische Gerichtshof präzisiert ferner, dass Artikel 2 zweiter Satz des ersten Zusatzprotokolls den Eltern «das Recht verleiht, vom Staat zu verlangen, dass im Religionsunterricht ihre religiösen und weltanschaulichen Überzeugungen geachtet werden» und er schlussfolgert daraus, dass in dem Fall, «dass der Vertragsstaat den Religionsunterricht in seinen Lehrplan aufnimmt, möglichst vermeiden muss, dass die Schüler sich mit Konflikten zwischen der durch die Schule erteilten religiösen Erziehung und den religiösen und weltanschaulichen Überzeugungen ihrer Eltern konfrontiert sehen» (EuGHMR, 9. Oktober 2007, *Hasan und Eylem Zengin* gegen Türkei, § 71; 16. September 2014, *Mansur Yalçın und andere* gegen Türkei, § 72).

B.4.1. Ohne dass konkret der Inhalt des Unterrichts in nichtkonfessioneller Sittenlehre, der in den Einrichtungen des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten offiziellen Unterrichtswesens erteilt wird, geprüft werden muss, ist anzumerken, dass die Entwicklung des Unterrichts in nichtkonfessioneller Sittenlehre in den Kontext der am 5. Mai 1993 erfolgten Revision von Artikel 117 (nunmehr Artikel 181) der Verfassung zu versetzen ist, mit der die verfassungsmäßige Anerkennung der «durch Gesetz anerkannten Organisationen, die moralischen Beistand aufgrund einer nichtkonfessionellen Weltanschauung bieten» festgeschrieben wurde und «die Vertreter der nichtkonfessionellen weltanschaulichen Gemeinschaft auf gleichen Fuß mit denjenigen der verschiedenen Religionsgemeinschaften» gesetzt wurden (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1991-1992, Nr. 100-3/1°, S. 3).

B.4.2. Die Lehrkräfte des Religionsunterrichts und die Lehrkräfte des Unterrichts in Sittenlehre unterliegen außerdem hinsichtlich ihrer Verpflichtungen bezüglich der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts oder des subventionierten offiziellen Unterrichts den gleichen Dekretsbestimmungen, die hingegen von den Verpflichtungen abweichen, die diesbezüglich den Lehrkräften aller anderen Fachrichtungen auferlegt werden.

Während die Letzteren insbesondere «Fragen, die das Innenleben, den Glauben, die politischen oder weltanschaulichen Überzeugungen und die religiösen Optionen des Menschen betreffen, in Formulierungen behandeln müssen, die nicht die Meinungen und Gefühle irgendeines Schülers verletzen können» und «sich weigern müssen, zugunsten irgendeines weltanschaulichen oder politischen Systems auszusagen» (Artikel 4 des Dekrets vom 31. März 1994 zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts und Artikel 5 des Dekrets vom 17. Dezember 2003 zur Organisation der Neutralität des subventionierten offiziellen Unterrichts und zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Bezug auf den Unterricht), besteht die einzige Verpflichtung für die Lehrkräfte des Religionsunterrichts und des Unterrichts in Sittenlehre darin, darauf zu verzichten, «die in den Parallelunterricht dargelegten Standpunkte herabzuwürdigen» (Artikel 5 des Dekrets vom 31. März 1994 und Artikel 6 des Dekrets vom 17. Dezember 2003).

B.4.3. Im Übrigen trägt der Unterricht in Sittenlehre im angefochtenen Artikel 5 des Dekrets vom 31. März 1994 nicht die Bezeichnung «Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre», sondern vielmehr «Unterricht in Sittenlehre, die durch die freie Forschung inspiriert ist».

In den Darlegungen zum Dekretsvorschlag, aus dem das Dekret vom 31. März 1994 entstanden ist, heißt es:

«Aus dem Gesetz vom 29. Mai 1959 entnehmen wir die notwendige moralische Verlängerung des Religionsunterrichts. Entsprechend der Entwicklung des Unterrichts in nichtkonfessioneller Sittenlehre und gemäß dem Wunsch seiner Befürworter wird klar angegeben, dass dieser Unterricht durch die freie Forschung inspiriert ist. Nach Darlegung der Autoren ist der Ausdruck ' nichtkonfessionelle Sittenlehre ' eine hohle Definition; sie läuft darauf hinaus, den Unterricht in Bezug auf das zu definieren, was er nicht ist. Der Begriff ' Sittenlehre, die durch die freie Forschung inspiriert ist ' beinhaltet eine positive Vision» (*Parl. Dok.*, Rat der Französischen Gemeinschaft, 1993-1994, Nr. 143/1, S. 7).

B.4.4. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der Dekretgeber es erlaubt, dass der Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre, den die öffentlichen Behörden, die Organisationsträger sind, nach Wahl der Eltern und Schüler anbieten müssen, aufgrund von Artikel 24 der Verfassung ein engagierter Unterricht ist, und dass er es den Lehrkräften dieses Unterrichts erlaubt, zugunsten eines bestimmten weltanschaulichen Systems auszusagen.

B.4.5. Folglich gewährleistet der durch die angefochtenen Bestimmungen festgelegte Dekretsrahmen, so wie er derzeit in der Französischen Gemeinschaft besteht, nicht, dass der Religionsunterricht und der Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre, die nach Wahl der Eltern angeboten werden, so wie sie durch die relevante Bestimmungen geregelt werden, Informationen oder Kenntnisse sowohl auf «objektive, kritische und pluralistische» Weise gemäß der vorerwähnten Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte verbreiten.

B.5.1. In dieser Situation ergibt sich aus der vorerwähnten Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte, dass, damit das Recht der Eltern darauf, dass ihre Kinder nicht mit Konflikten zwischen der religiösen oder moralischen Erziehung durch die Schule und den religiösen oder weltanschaulichen Überzeugungen der Eltern konfrontiert werden, gewährleistet wird, die Schüler von der Teilnahme am Religionsunterricht oder am Unterricht in Sittenlehre müssen befreit sein können.

B.5.2. Außerdem kann zum Schutz ihres Rechts, ihre religiöse oder weltanschauliche Überzeugung nicht zu erkennen zu geben, was vor allem zum Innersten eines jeden gehört (EuGHMR, 9. Oktober 2007, *Hasan und Eylem Zengin* gegen Türkei, § 73) durch das Verfahren im Hinblick auf die Erlangung dieser Befreiung den Eltern nicht vorgeschrieben werden, ihren Antrag auf Befreiung zu begründen und somit ihre religiöse oder weltanschauliche Überzeugung zu erkennen zu geben (EuGHMR, 9. Oktober 2007, *Hasan und Eylem Zengin* gegen Türkei, § 76; 16. September 2014, *Mansur Yalçın und andere* gegen Türkei, § § 76-77).

B.6.1. Der Klagegrund ist begründet. Die angefochtenen Bestimmungen sind für nichtig zu erklären, insofern sie nicht das Recht für die Eltern beinhalten, auf einfachen, nicht weiter begründeten Antrag für ihre Kinder eine Befreiung von der Teilnahme am Unterricht in einer der anerkannten Religionen oder in nichtkonfessioneller Sittenlehre zu erhalten.

B.6.2. Damit keine Rechtsunsicherheit entsteht, insbesondere hinsichtlich der Abschlusszeugnisse, die von den Einrichtungen des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten offiziellen Unterrichtswesens ausgestellt worden sind, sind die Folgen, die die für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Inkrafttreten des Dekrets vom 14. Juli 2015 zur Einführung einer Befreiungsregelung für die Unterrichte in Religion und nicht-konfessioneller Sittenlehre in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen und in dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten offiziellen Unterrichtswesen gezeitigt haben, endgültig aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 8 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen und Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 1994 zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts, in der vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 14. Juli 2015 anwendbaren Fassung, für nichtig, insofern sie nicht das Recht für die Eltern beinhalten, auf einfachen, nicht weiter begründeten Antrag für ihre Kinder eine Befreiung von der Teilnahme am Unterricht in einer der anerkannten Religionen oder in nichtkonfessioneller Sittenlehre zu erhalten;

- erhält die Folgen, die die für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Inkrafttreten des Dekrets vom 14. Juli 2015 « zur Einführung einer Befreiungsregelung für die Unterrichte in Religion und nichtkonfessioneller Sittenlehre in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen und in dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten offiziellen Unterrichtswesen » gezeitigt haben, endgültig aufrecht.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 11. Mai 2016.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
J. Spreutels

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/202832]

### Extrait de l'arrêt n° 68/2016 du 11 mai 2016

Numéro du rôle : 6315

*En cause* : le recours en annulation de l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, introduit par Marianne de Moffarts.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 17 décembre 2015 et parvenue au greffe le 18 décembre 2015, Marianne de Moffarts, assistée et représentée par Me M. Bourgys, avocat au barreau de Bruxelles, a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 28/2015 du 12 mars 2015 (publié au *Moniteur belge* du 25 juin 2015), introduit un recours en annulation de l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. La partie requérante demande l'annulation de l'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, tel qu'il a été inséré par l'article VIII.34 du décret de la Communauté flamande du 8 mai 2009 relatif à l'enseignement XIX.

B.2.1. Le recours en annulation est introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui prévoit qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction par, entre autres, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole, notamment, une des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés ou des régions.

B.2.2. Par son arrêt n° 28/2015 du 12 mars 2015, la Cour a dit pour droit :

« L'article 19<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves viole l'article 129, § 2, de la Constitution, en ce qu'il s'applique aux membres du personnel d'une école francophone fondamentale relevant de l'enseignement libre subventionné située dans une commune à statut linguistique spécial »

B.3. L'article 19<sup>quater</sup> du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres subventionnés d'encadrement des élèves, tel qu'il a été inséré par l'article VIII.34 du décret du 8 mai 2009 relatif à l'enseignement XIX et complété par l'article VII.18 du décret du 9 juillet 2010 relatif à l'enseignement XX, dispose :

« Si la langue administrative n'est pas la même langue que la langue d'enseignement, le membre du personnel appartenant à une fonction de sélection ou de promotion du personnel directeur et enseignant, à un service d'encadrement pédagogique, à la fonction de collaborateur administratif ou à une fonction du personnel administratif, doit maîtriser la langue administrative au niveau B1 du Cadre européen commun de Référence pour Langues.

Si la langue administrative n'est pas la même langue que la langue d'enseignement, le membre du personnel n'étant pas visé à l'alinéa premier doit maîtriser la langue administrative au niveau A2 du Cadre européen commun de Référence pour Langues.

Un membre du personnel remplit les exigences linguistiques en matière de langue administrative, s'il est porteur d'un titre obtenu dans la langue administrative auprès d'un établissement d'enseignement néerlandophone agréé, financé ou subventionné par la Communauté flamande ».